

Dans la zone française, de nombreux réfugiés rejoignent Cyangugu pour gagner le Zaïre mais, à Gikongoro, la présence ghanéenne rassure

AFP

Le Soir, Jeudi 18 août 1994

Nouvel exode rwandais? Certes, mais pas généralisé. En zone FPR, les associations rwandaises des droits de l'homme repartent en croisade.

L'exode, toujours l'exode. On en parle beaucoup, de ce risque de nouvelle hémorragie de population vers le Zaïre, en prévision du départ des troupes françaises du sud-ouest du Rwanda. Mais la situation ne semble pas être identique partout.

Pour le Comité international de la Croix-Rouge et Médecins sans frontières, deux des grosses organisations présentes, on assiste à un nouveau mouvement de population. À l'ouest de la zone humanitaire sûre, la ZHS, créée par la France, le CICR a estimé qu'entre 250 et 300 déplacés au kilomètre – soit environ 30.000 personnes – se dirigeaient mercredi vers la ville frontalière de Cyangugu, face à Bukavu côté zaïrois. Et MSF parle d'un troisième exode, au vu des files continues de réfugiés qui se dirigent vers Cyangugu, afin de franchir la frontière et de gagner Bukavu. MSF exprime son inquiétude en soulignant notamment que beaucoup de nouveaux arrivants donnent des signes de malnutrition et que, par ailleurs, les sites d'ac-

cueil aménagés aux environs de Bukavu seront bientôt saturés, tandis que les nouveaux sites identifiés par le FPR sont inaccessibles pour des raisons logistiques.

L'envoyé spécial de l'AFP, quant à lui, confirme le déplacement massif, qui s'effectue essentiellement sur l'axe Gikongoro-Cyangugu (130 km) et de Kibuyé vers Cyangugu (100 km).

L'attachée de presse au Bureau d'urgence des Nations unies au Rwanda estime que 500 Rwandais quittent chaque jour Kibuyé, sur la côte rwandaise du lac Kivu, pour gagner l'île de Ijwi, à mi-chemin de la rive zaïroise du lac et ce en grande partie sous la pression des anciennes milices gouvernementales.

Peut-être le déploiement, cette semaine encore, de l'essentiel du bataillon ghanéen près de Cyangugu va-t-il mettre un coup d'arrêt à ces départs.

C'est en tout cas ce qui semble s'être produit plus à l'est, dans le secteur de Gikongoro, où la population a assisté hier matin au passage de témoin entre les soldats français de l'opération Turquoise et les Casques bleus ghanéens de la Minuar II. Les gens semblent confiants et aucun mouve-

ment significatif de population n'a été enregistré.

Hier matin, le porte-parole de la Minuar, le major Guy Plante, s'est voulu optimiste : Il y a bien des mouvements de réfugiés vers l'ouest, mais ils ne sont pas significatifs. Ils concernent quelques milliers et non des centaines de milliers de personnes.

Un curé de Gikongoro, le père Rusingizandekwe Thaddée, fait aussi valoir que le climat a changé depuis la visite lundi de quatre représentants du gouvernement de Kigali, qui ont garanti que le FPR n'attaquerait pas après le départ des Français.

Pendant ce temps, les membres des associations rwandaises de défense des droits de l'homme, emprisonnés sous l'ancien régime et persécutés pendant la guerre, ont repris leur croisade, pour enquêter sur les massacres et empêcher les nouvelles autorités de commettre les mêmes abus que les anciennes. Nous n'avons pas encore dénoncé le nouveau gouvernement, mais nous n'hésiterons pas à le faire, déclare Joseph Matata, secrétaire permanent de l'Association rwandaise pour la défense des droits de l'homme (Ardho). Nous lui avons soumis une liste d'une dizaine de noms de personnes disparues, nous attendons de pouvoir les rencontrer. Si on nous en empêche, nous considérons qu'elles ont été victimes d'exécutions sommaires, après avoir été arrêtées pour leur participation présumée au génocide, insiste-t-il. L'Ardho, avec

trois autres organisations – l'Association des volontaires de la paix, l'Association rwandaise pour la défense des droits de la personne et des libertés publiques et la Ligue pour la protection des droits de l'homme – toutes créées dans les années 1990-1991, se sont regroupées en un « Comité de liaison des associations de défense des droits de l'homme » (Cladho). En collaboration avec une cinquième association – Kanyarwanda –, le collectif a commencé à Kigali une enquête nationale sur les massacres.

Six personnes, réparties en trois équipes de deux, vont sur le terrain, interrogent les témoins, notent les noms, les dates, les lieux, repèrent les fosses communes. Nous nous sommes donnés trois mois pour publier un rapport. Nous n'aurons peut-être pas fait le tour, mais nous aurons recueilli un grand nombre de données, dont pourront disposer les tribunaux nationaux ou le tribunal international qui doit être mis en place pour juger les criminels présumés, explique Bernadette Kanzayire, de l'AVP.

Déjà, des accusations claires fusent. Ainsi, Joseph Matata accuse des soldats de l'ancienne garde présidentielle, porteurs du virus du sida, d'avoir contaminé sciemment des femmes tutsies. Nous avons recueilli les témoignages de cinq femmes qui se considèrent comme des mortes vivantes, dit-il, constatant : On a tout essayé pendant ce génocide. (D'après AFP.)